

Ce que cache le consensus médiatique

Le Myanmar face à l'aide orientale et à l'ingérence occidentale

par **Brigitte Queck***, **Hans-J. Falkenhagen***

La dévastation du Myanmar par un cyclone a fourni une occasion aux États-Unis pour proposer leur aide militaire, puis pour dénigrer la junte qui l'a rejetée. Or, la réalité n'est pas aussi manichéenne. La junte militaire n'est pas seulement le régime répressif que l'on décrit, elle a aussi d'importantes réalisations sociales à son actif. Elle n'a jamais refusé l'assistance étrangère pour aider sa population et a accueilli dès le premier jour l'aide du Laos, du Viêt-nam, de la Thaïlande, de la Chine, de l'Indonésie et de l'Iran, qui se sont engagés à respecter sa souveraineté.

La Birmanie existe depuis quelque 1000 ans et abrite environ 30 ethnies. L'Angleterre l'a occupée en 1924 et l'a exploitée comme ses autres colonies. En accédant à l'indépendance, elle a pris le nom d'Union du Myanmar. C'est un État rural à l'industrie peu développée qui a opté, depuis 1962, pour une économie non capitaliste. Depuis, un important secteur étatique comprenant quelques nouvelles branches industrielles a été créé. La suprématie des monopoles impérialistes a été éliminée grâce à la nationalisation de la totalité des biens étrangers qui ont été remboursés. Depuis 1998/2000, il n'y a plus de « zones noires » occupées par l'opposition.

L'image du Myanmar doit être corrigée

Les principales matières premières sont le pétrole (plus d'un million de tonnes), l'étain, le zinc, le plomb, le tungstène, l'argent et le minerai de fer. Environ la moitié des extractions se fait grâce à la force hydraulique. Plus de 50 % des entreprises industrielles sont des moulins à riz. D'autres secteurs industriels sont le bois (scieries et fabrication du bois de construction), le sucre, le ciment, les textiles, les camions, l'électronique, l'alimentation, les huiles végétales, le tabac et les cigarettes. L'artisanat d'art, c'est-à-dire la sculpture sur bois et sur ivoire, est très développé.

Le secteur économique le plus développé est l'agriculture qui emploie plus de 60 % de la population et qui représente environ 2/3 du revenu national. Chaque année, les 8,6 millions d'hectares de terres cultivées produisent deux récoltes.

L'espérance de vie dépasse aujourd'hui 60 ans. En 1987, la population était de 35 millions d'habitants. Aujourd'hui, elle est de 50 millions.

Actuellement, le pays est dirigé par une junte militaire. Ce qu'elle a fait pour le pays, aucun roi ne l'avait fait auparavant. Elle a construit des écoles même dans les régions frontalières si bien que l'analphabétisme a pratiquement disparu. À quelques exceptions près, les enfants font dix ans d'école suivis de 2 ans de classes préparatoires à l'université. Une partie des étudiants sont dispensés de frais d'inscription. (À cet égard, le Myanmar pourrait constituer un modèle pour la riche Allemagne.)

Au point de vue politique et idéologique, le gouvernement est à l'écoute des citoyens : sans recourir à des slogans, il s'efforce d'approvisionner de mieux en mieux la population. Les soins médicaux de base sont gratuits. À cet égard également, le Myanmar est un modèle pour les pays occidentaux.

Les liens familiaux sont très forts et au sein de la famille, les femmes ont plus à dire que les hommes !

70 à 80 % des habitants sont bouddhistes, mais il y a également des chrétiens et des musulmans. Les moines jouissent d'un grand prestige. Il est intéressant de savoir que tout Birman a été moine une fois dans sa vie.

Intérêts géostratégiques des États-Unis

Plusieurs fois, les États-Unis, qui possèdent des bases militaires à la frontière du pays, ont insisté auprès de la junte militaire pour installer des stations radar, ce qui leur a été refusé [1].

Il est donc très étonnant qu'après la visite du Dalaï-Lama aux USA et en République fédérale à la fin de 2007, il y ait eu soudain des soulèvements de moines au Myanmar. Tous ceux qui connaissent un tant soit peu la situation dans ce pays se demandent qui les finance. Ne serait-il pas possible, comme au Tibet, qu'agissent là-bas des forces infiltrées ? En tout cas, à propos du Tibet, il est clair que les émeutes ont été télécommandées depuis Washington [2]. Et ceux qui comprennent que c'est la Chine, avec laquelle le gouvernement birman entretient de bonnes relations, qui est visée, voient sous un autre jour le contexte politique, économique et avant tout militaire, notamment la catastrophe naturelle de ces dernières semaines et l'attitude incroyablement haineuse des médias occidentaux, y compris ceux d'Allemagne.

Les États-Unis veulent envoyer des troupes au Myanmar

On a prétendu que la junte avait très mal géré la catastrophe, qu'elle avait échoué politiquement, qu'elle avait d'abord refusé l'aide internationale pour lui opposer ensuite des quantités d'obstacles bureaucratiques. Tout cela parce que le gouvernement ne veut pas laisser entrer des équipes humanitaires sans les contrôler. Or aucun pays au monde, et surtout pas les États-Unis, ne laisse entrer des équipes, quelles qu'elles soient. Après tout, il pourrait s'agir de terroristes, de militaires ou d'agents de services de renseignement qui préparent une occupation ou des attentats.

Ce qui est particulièrement suspect, c'est la demande des États-Unis d'envoyer des troupes depuis la Thaïlande. Ils subordonnent directement leur aide « désintéressée » à la condition de pouvoir faire entrer leurs forces armées dans le pays. Les nombreux autres moyens d'aide ne les intéressent absolument pas s'ils ne sont pas liés à la possibilité d'exercer une influence politique.

À ce propos, nous nous souvenons fort bien d'une manifestation organisée au printemps 2007 à Berlin par la Fondation Adenauer qui a réuni des opposants au régime cubain venus du monde entier pour débattre du renversement du « régime Castro ».

« Profiter d'importantes catastrophes naturelles pour provoquer un changement de régime »

Dès le premier jour, un participant a fait une déclaration digne d'être signalée : Le régime est si bien en selle qu'il faudrait peut-être « profiter d'importantes catastrophes naturelles pour provoquer un changement de régime ».

Qui connaît en Allemagne le HAARP (High Frequency Active Auroral Research – Recherches dans le domaine des hautes fréquences appliquées aux aurores boréales) appelé également « arme climatique » ? Pourtant, dès les années 1970, la 31e Assemblée générale des Nations Unies avait abordé la question et s'était déclarée favorable à l'interdiction de la « guerre climatique ». Le HAARP est constitué de 180 antennes situées en Alaska dont les ondes à hautes fréquences bombardent l'ionosphère et peuvent être dirigées à la façon d'un miroir parabolique vers n'importe quel endroit de la Terre [3].

Un article de la *Berliner Zeitung* du 3 février 1977 intitulé « Des guerres avec tremblements de terre et cyclones ? » fait remarquer que le danger résulte du fait que, théoriquement – et aussi déjà en partie pratiquement – il est possible de libérer assez facilement d'énormes quantités d'énergie. L'ampleur de ces catastrophes naturelles déclenchées artificiellement est pour ainsi dire inimaginable. Ainsi, un cyclone tropical libère chaque jour une quantité d'énergie 400 fois plus puissante que la bombe d'Hiroshima. L'énergie de forts tremblements de terre est comparable à celle de quelques mégatonnes de TNT, explosif très puissant.

Les militaires états-uniens ont intégré ces faits dans leurs réflexions. Dès 1952, ils déclaraient : « La bombe atomique est actuellement le plus puissant instrument de destruction de la vie. La maîtrise du climat pourrait le devenir. » [...]

Le grand danger pour l'humanité représenté par l'utilisation abusive de la maîtrise du climat a été démontré par des opérations secrètes des États-Unis pendant la guerre du Vietnam. Elles ont provoqué par la suite dans les territoires libérés des inondations et des tempêtes de feu destructrices.

À ce propos, Rosalie Bertell écrivait dans *Planet Earth – the Latest Weapon of War* que l'arme HAARP sera totalement achevée en 2004 [4].

Une aide de plusieurs milliards de dollars en provenance du Laos, du Viêt-nam, de la Thaïlande, de la Chine, de l'Indonésie et de l'Iran

C'est pourquoi les forces de paix et les personnes réalistes du monde entier devraient insister pour que l'Assemblée générale des Nations Unies soit saisie de la question de l'utilisation très probable de cette arme par les États-Unis et non pas, comme le demande la Chancelière fédérale Merkel, de celle des prétendus obstacles opposés à l'aide humanitaire par le gouvernement du Myanmar.

À propos de cette aide, il est intéressant de constater que les médias occidentaux n'ont pas dit un mot de l'aide de plusieurs milliards de dollars en biens humanitaires apportée par le Laos, le Viêt-nam, la Thaïlande, la Chine, l'Indonésie et l'Iran. Comme si seules les puissances occidentales étaient en mesure d'apporter une « véritable » assistance au Myanmar.

Le devoir des pays de s'entraider lors de catastrophes est inscrit dans plusieurs conventions internationales, mais des conventions internationales, par exemple, ne peuvent aucunement annuler le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des pays inscrit dans la [Charte des Nations Unies](#) (chapitre premier, article 2, alinéa 7).

D'ailleurs, les États-Unis ont eux-mêmes interdit à d'autres pays (p. ex. à Cuba) d'apporter de l'aide, bien que celle-ci n'ait pas été de nature militaire, lorsque la Nouvelle-Orléans a été inondée à la suite du passage de l'ouragan Katrina, il y a quelques années. (Que l'on considère la proximité de Cuba et de la Nouvelle-Orléans !) À l'époque, le gouvernement des États-Unis laissa surtout les couches les plus pauvres de la population noire une semaine sans eau ni nourriture. Quand on considère l'objectif politique de l'arme climatique HAARP, on comprend pourquoi l'armée états-unienne n'a pas pu ou n'a pas été autorisée à apporter une aide d'urgence à la Nouvelle-Orléans alors qu'elle l'impose quasiment à des États frappés par des typhons et des inondations, États qui lui sont pourtant hostiles.

Brigitte Queck

Spécialiste des relations internationales

Hans-J. Falkenhagen

Économiste

Un certain nombre de données concernant le Myanmar proviennent d'une conférence faite récemment à la Karl-Liebknecht-Haus par Mme Esche, docteur ès lettres et épouse d'un ambassadeur de République démocratique allemande au Myanmar, qui y a vécu 20 ans en tant que professeur de langue et littérature allemandes. Aujourd'hui encore, elle y passe six mois par an.

[1] Sur la « Révolution safran » d'octobre 2007, on lira : « [Birmanie : la sollicitude intéressée des États-Unis](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 5 novembre 2007.

[2] « [Die Fackellauf-Kampagne](#) » GermanForeignPolicy.com, 9 avril 2008.

[3] Lire la thèse de référence : « Le programme HAARP, science ou désastre ? », par Luc Mampaey, Rapport du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), Bruxelles, 1998. [Document téléchargeable](#).

[4] *Planet Earth : The Latest Weapon of War : The Newest Weapon of War*, par Rosalie Bertell, Women's Press Ltd, 2000.

<http://www.voltairenet.org/article157267.html#article157267>